

Développements macroéconomiques récents

Le PIB s'est contracté de -3 % en 2020 en raison de la COVID-19, mais a montré une reprise modeste de 4,0 % en 2021. La croissance du PIB par habitant était de 6,0 en 2020 et de 1,1 % au cours de ces dernières années, ce qui reflète les conséquences des mesures pour lutter contre la pandémie, dont l'interruption des activités économiques, notamment dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie, et les perturbations des chaînes d'approvisionnement dans des secteurs essentiels. L'impact sur le PIB par habitant s'est amplifié en 2021. Ces mesures ont également affaibli la consommation générale. L'inflation est passée de 15,7 % en 2020 à 22,1 % en 2021, sous l'impulsion de l'inflation alimentaire et de la dépréciation du kwacha. Pour modérer l'inflation et soutenir la croissance, le taux directeur a été baissé, de 10,25 % en mai 2019 à 8 % en août 2020 et à 9 % en novembre 2021. Le kwacha s'est déprécié d'environ 50 % par rapport au dollar en 2020, avant de s'apprécier de 21 % depuis le dernier trimestre 2021.

Le déficit budgétaire s'est réduit de 13,2 % en 2020 et à 8,4 % en 2021, malgré la flambée des dépenses liées à la COVID-19 et l'insuffisance des recettes. L'excédent du compte courant, dynamisé par des cours internationaux du cuivre élevés, a atteint 12 % en 2020 et 18,3 % en 2021. La performance financière et l'état du secteur bancaire fin décembre 2020 et fin juin 2021 sont restés satisfaisants, avec des capitaux, des revenus et des liquidités adéquats. Le ratio de prêts non productifs était élevé, à 11,6 % fin 2020, mais il a fléchi à 9,1 % fin juin 2021. Les réserves internationales équivalaient à 2,4 mois de couverture des importations fin 2020 et 5,5 mois fin 2021, reflétant l'allocation de DTS de 1,33 milliard USD.

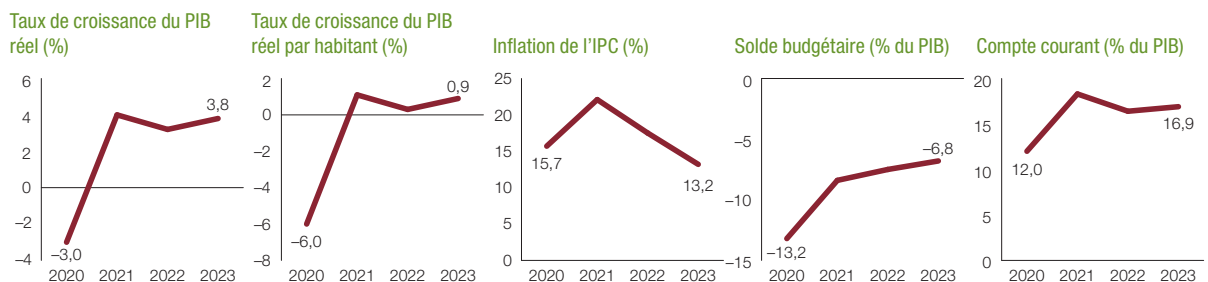
Perspectives et risques

L'économie ne devrait croître que de 3,2 en 2022 et de 3,8 % en 2023, en raison de la faible reprise dans les secteurs de l'exploitation minière, du tourisme et de l'industrie manufacturière. L'inflation devrait ralentir à 17,5 % en 2022 et à 13,2 % en 2023, restant toutefois au-dessus de la fourchette cible de 6-8 % de la Banque centrale. La politique monétaire donnera la priorité à l'inflation et aux moyens de subsistance. Les risques en ce qui concerne l'inflation incluent la décision du gouvernement de supprimer les subventions aux carburants

et à l'électricité en décembre 2021, entraînant des augmentations des prix à la pompe et des tarifs de l'électricité. Les perspectives concernant le compte courant demeurent favorables, avec des excédents de 16,4 % du PIB en 2022 et de 16,9 % en 2023. Le ratio de prêts non productifs devrait chuter en 2022 et 2023, et la Banque de Zambie consolidera les liquidités bancaires par sa Facilité de refinancement à moyen terme. En revanche, plusieurs points positifs se font jour. Le secteur des TIC devrait connaître une croissance, compte tenu de l'expansion actuelle et attendue des services de paiement mobile et des investissements dans ce secteur. En juillet 2021, la production d'électricité a démarré aux centrales hydroélectriques de Kafue Gorge Lower et Lusiwasi Upper. Enfin, les investissements dans le secteur de l'exploitation minière vont augmenter grâce aux réformes fiscales actuelles.

Changement climatique et options de politiques publiques

La Zambie a subi des chocs climatiques constants et se classe 59^e dans l'IRC 2021. Une sécheresse prolongée en 2018 et 2019 a contribué à réduire la croissance de son PIB, de 4 % et 1,4 % durant ces deux années. Les projections relatives à l'impact du changement climatique sur la croissance économique prévoient une perte de PIB de 13,8 milliards USD, tandis que le financement nécessaire entre 2010 et 2030 est prudemment estimé à 15 milliards USD. Selon une estimation plus élevée, incluant les sources nationales, bilatérales et multilatérales, le financement s'élèverait à 35 milliards USD. Les options de financement actuelles sont constituées de sources bilatérales et multilatérales, à côté d'un financement de l'atténuation limité provenant du Mécanisme de développement propre (MDP), du Fonds vert pour le climat (FVC), du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et de programmes d'assurance climatique agricole. La Zambie a intégré les questions relatives au changement climatique à ses politiques, programmes et stratégies, comme indiqué par sa Vision 2030. En outre, le gouvernement a récemment créé un ministère de l'Économie verte et de l'Environnement, et a commencé à mettre en place des politiques d'atténuation et d'adaptation visant le potentiel d'énergies renouvelables du pays, l'agriculture et l'intégration du changement climatique à tous les secteurs économiques. La Zambie compte atteindre l'ODD 13 relatif à l'action climatique d'ici 2030.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.